La situation économique et financière des entreprises agroalimentaires françaises (1998-2012)

The economic and financial situation of the French Food industries 1998-2012

Lilia Aleksanyan

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/4768>

DOI : 10.4000/economierurale.4768

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2015

Pagination : 125-147

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Lilia Aleksanyan, « La situation économique et financière des entreprises agroalimentaires françaises (1998-2012) », *Économie rurale* [En ligne], 349-350 | septembre-novembre 2015, mis en ligne le 15 décembre 2017, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/4768> ; DOI : 10.4000/economierurale.4768

La situation économique et financière des entreprises agroalimentaires françaises (1998-2012)

Lilia ALEKSANYAN • Université Paris 1, INRA-ALISS, Ivry-sur-Seine
lilia.aleksanyan@ivry.inra.fr

La présente étude met en exergue certaines caractéristiques économiques et financières des entreprises agroalimentaires par rapport à l'ensemble de l'industrie manufacturière. Les différentes évolutions de la situation financière avancent l'hypothèse de l'accroissement des contraintes de financement bancaire pour les entreprises agroalimentaires. On observe en outre une détérioration de la situation des PME agroalimentaires sur la période récente, particulièrement après 2010. Par ailleurs, le secteur agroalimentaire est marqué par une forte hausse de défaillances entre 2010 et 2012.

MOTS-CLÉS : secteur agroalimentaire, financement d'entreprises, défaillance d'entreprises

The economic and financial situation of the French Food industries 1998-2012

This study explores the economic and financial characteristics of the French Food industries and compares them with the manufacturing industries. Different patterns of Food industries' financial situation support the hypothesis on their growing financing constraints. Moreover, we observe that the situation deteriorated over the recent period for Food industry SMEs. The bankruptcy rate of the food industries nearly doubled between 2010 and 2012. (JEL: L66, D20).

KEYWORDS: food industry, firm financing, firm bankruptcy

Le secteur agroalimentaire, qui regroupe les entreprises de l'industrie alimentaire, de la fabrication des boissons et de la fabrication du tabac¹, est le premier secteur industriel français en termes de chiffre d'affaires et de valeur ajoutée. Il est aussi le premier employeur de l'industrie manufacturière. Selon les données de l'INSEE (voir *tableau 1*), les 60 000 entreprises de l'Industrie agroalimentaire (IAA) hors tabac, principalement des entreprises de moins de 20 salariés, ont réalisé, en 2011, 169 milliards d'euros de chiffre d'affaires (CA), soit un peu moins de 20 % du CA de l'industrie manufacturière et ont employé 576 000 salariés (près de 20 % de l'emploi total dans l'industrie manufacturière).

1. Les secteurs sont définis selon la Nomenclature agrégée (NA) de l'INSEE issue de la NAF en vigueur depuis 2008.

Peu d'études se sont intéressées à la situation financière des industries agroalimentaires françaises et, notamment, aux conditions de financement des entreprises agroalimentaires bien que ces sujets aient été mis en avant par plusieurs études. Le Panorama des industries agroalimentaires 2012² considère que le soutien à la compétitivité des IAA concerne également l'amélioration de leur accès au crédit, le rapport Rouault 2010³ souligne que la politique industrielle du gouvernement doit améliorer, entre autres,

2. Panorama des industries agroalimentaires (2012). Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Pêche.

3. Rouault P. (2010). *Analyse comparée de la compétitivité des industries agroalimentaires françaises par rapport à leurs concurrentes européennes*. Rapport, Délégué interministériel aux industries agroalimentaires et à l'agro-industrie.

« l'accès au financement pour soutenir le développement et la structuration du secteur ». Les conclusions des différentes évaluations existantes de la situation financière des PME agroalimentaires sont contradictoires. Ainsi, les conditions de financement constituent une question inquiétante pour le secteur agroalimentaire d'après les enquêtes réalisées par l'Association nationale des industries alimentaires (ANIA)⁴. Enfin, Bpifrance (Banque publique de financement) a considérablement augmenté ses fonds financiers destinés aux entreprises agroalimentaires en 2013 (+ 28 % par rapport à 2012 et + 85 % par rapport à 2011), car « compte tenu de leur petite taille et de leurs faibles taux de marges, les entreprises agroalimentaires ont souvent le plus grand mal à obtenir le soutien des banques »⁵. Comme le souligne le rapport IGF-CGAER 2012⁶, une observation *in fine* du secteur agroalimentaire est nécessaire afin d'analyser leurs éventuelles difficultés liées au durcissement de l'accès au crédit. En revanche, selon, l'enquête sur l'accès au financement des PME (au moins 10 salariés) de l'INSEE, les PME agroalimentaires ont une forte demande de crédit bancaire, mais l'enquête ne

révèle pas de difficulté notable d'accès au crédit bancaire pour les PME du secteur agroalimentaire entre 2007 et 2010⁷. La présente étude analyse la situation financière des entreprises agroalimentaires en mettant l'accent sur l'évolution de leurs conditions et de leurs besoins de financement. Comme nos analyses le montrent, les industries agroalimentaires sont fortement dépendantes aux ressources de financement externe. Le recul de l'endettement bancaire à partir de 2006, l'augmentation du niveau de risque des PME agroalimentaires sur la période récente (baisse de la rentabilité et de la capacité d'endettement) et la hausse de défaillances sur la période récente avancent certaines questions de recherche sur les conditions de financement des entreprises agroalimentaires qui doivent être étudiées dans un cadre empirique et économétrique (rationnement du crédit, coût du crédit, les causes de la défaillance, etc.).

En adoptant une approche descriptive, la présente étude essaie de mettre en exergue les principales caractéristiques économiques et financières des entreprises agroalimentaires et d'identifier leurs conditions de financement. Elle mobilise plusieurs bases de données d'entreprises de la Banque de France : la base FIBEN Bilan, les données des défaillances et les données de la Centrale des risques⁸.

La base FIBEN Bilan est la base de données des bilans d'entreprises collectées par la Banque de France. La comparaison des différentes bases de données montre que les données FIBEN de la Banque de France sont représentatives de l'ensemble

4. Par exemple, selon l'ANIA, en 2009, « 35 % des PME agroalimentaires se sont heurtées à des difficultés de crédit auprès de leur banque au cours des derniers mois ». *Les Échos* (2009). www.lesechos.fr/28/04/2009/LesEchos/20414-145-ECH\l-agroalimentaire-resiste-mieux-a-la-crise-que-les-autres-secteurs.htm.

5. Selon la déclaration de Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt. AFP (2014). *L'agroalimentaire tire un premier bilan satisfaisant*, 23 avril, repéré à www.agrisalon.com/fr/actualites/politique-syndicalisme/article/7004515/L-agroalimentaire-tire-un-premier-bilan-satisfaisant.html.

6. IGF et CGAER (2012). *Une stratégie publique pour les industries alimentaires*. Rapport, Inspection générale des finances, Conseil général de l'alimentation de l'agriculture des espaces ruraux.

7. Les résultats de l'enquête de l'INSEE concernant les entreprises agroalimentaires sont présentés dans IFG (2012).

8. Voir annexe 2 pour la présentation des bases de données.

Tableau 1. Chiffres clés du secteur agroalimentaire (2011)

	ESANE, INSEE			FIBEN, BDF		
	IAA	en % de l'Ind. Manuf.	Ind. Manuf.	IAA	en % de l'Ind. Manuf.	Ind. Manuf.
Nombre d'entreprises, milliers	59,4	29 %	207,0	7,0	17 %	39,7
<i>dont < 20 salariés, milliers</i>	<i>56,3</i>		<i>188,3</i>	<i>4,3</i>		
Effectif salarié au 31/12, milliers	575,9	19 %	2 971,6	387,3	15 %	2 536,1
<i>Effectif moyen par entreprise</i>	<i>9,7</i>		<i>14,4</i>	<i>55,5</i>		<i>63,8</i>
Chiffre d'affaires HT, milliards d'euros	168,9	19 %	900,0	145,1	15 %	954,5
<i>CA moyen par entreprise, millions d'euros</i>	<i>2,8</i>		<i>4,3</i>	<i>20,8</i>		<i>24,0</i>
CA exportations, milliards d'euros	31,2	10 %	306,7	28,9	9 %	335,3
<i>Taux d'exportation, %</i>	<i>18 %</i>		<i>34 %</i>	<i>20 %</i>		<i>35 %</i>
Valeur ajoutée, milliards d'euros	36,0	17 %	215,4	29,7	14 %	213,6

Source : ESANE, INSEE et FIBEN, BDF.
Tableau 2. Chiffre clés de l'artisanat commercial dans le secteur agroalimentaire, 2011

	ESANE, INSEE		FIBEN, Banque de France	
	Artisanat commercial	en % du secteur agroalimentaire	Artisanat commercial	en % du secteur agroalimentaire
Nombre d'entreprises, milliers	43,6	73 %	1,8	27 %
Effectif salarié au 31/12, milliers	167,4	29 %	32,3	8 %
<i>Effectif moyen par entreprise</i>	<i>3,8</i>		<i>17,9</i>	
Chiffre d'affaires HT, milliards d'euros	12,4	7 %	2,8	2 %
<i>CA moyen par entreprise, millions d'euros</i>	<i>0,3</i>		<i>1,5</i>	
CA exportations, milliards d'euros	0,04	0 %	0,02	4 %
<i>Taux d'exportations, %</i>	<i>0,3 %</i>		<i>0,8 %</i>	
Valeur ajoutée, milliards d'euros	6,3	17 %	1,2	4 %

Source : ESANE, INSEE et FIBEN Bilan, Banque de France.

de l'activité du secteur agroalimentaire⁹. La base FIBEN ignore une majorité de très petites entreprises : FIBEN ne couvre que 7 % des entreprises de moins de 20 salariés de la base ESANE, soit 15 % de l'effectif salarié de ces entreprises. Même si, toutes tailles confondues, le taux de

couverture de la base FIBEN est de 11 % selon le nombre d'entreprises recensées, il atteint 62 % selon l'effectif salarié (voir *tableaux 1 et 2*). L'utilisation de la base FIBEN Bilan permet ainsi d'identifier les caractéristiques et les tendances générales du secteur agroalimentaire français qui sont globalement en cohérence avec les évolutions observées à la base de données ESANE de l'INSEE.

9. Voir annexe 2 pour la comparaison détaillée des bases de données.

L'analyse que nous proposons étudie l'évolution de leurs indicateurs d'activité et de rentabilité. Ensuite, nous abordons les caractéristiques des besoins de financement et de structure financière des entreprises du secteur agroalimentaire et leur évolution sur la période récente, notamment dans le contexte de la hausse des défaillances agroalimentaires. Les conclusions sont présentées dans la dernière section.

L'industrie agroalimentaire française

Caractéristiques principales et tendances générales

Considérées comme des enjeux stratégiques, la performance et l'activité exportatrice des industries agroalimentaires ont suscité l'intérêt croissant des économistes et des pouvoirs publics, notamment en raison de leurs difficultés de compétitivité au sein de l'Union européenne (UE).

1. Un secteur constitué d'une majorité de PME

Parmi les 6 600 entreprises agroalimentaires recensées par la Banque de France en 2012¹⁰, près de 6 000 sont des PME¹¹, soit 91 % de l'ensemble des entreprises agroalimentaires. Elles emploient moins de 40 % des salariés de l'agroalimentaire et réalisent moins d'un tiers de la valeur ajoutée du secteur. L'entreprise moyenne agroalimentaire emploie moins de 57 salariés et réalise plus de 22 millions d'euros de chiffre d'affaires, tandis que l'entreprise moyenne manufacturière est plus grande (65 salariés et 24 millions d'euros de chiffre d'affaires) (*tableau 3*).

10. Banque de France, Observatoire des entreprises (2012). Les entreprises en France en 2011 : l'activité s'accroît mais la rentabilité faiblit. *Bulletin de la Banque de France*, n° 190.

11. Voir annexe 3 pour la définition de la taille d'entreprise utilisée dans cette étude.

Les principaux acteurs économiques du secteur sont donc les Entreprises de taille intermédiaire (ETI) et les Grandes entreprises (GE) qui emploient plus de la moitié de l'effectif du secteur. La taille insuffisante des entreprises constitue un des défis du secteur agroalimentaire français si on la compare avec la taille des entreprises agroalimentaires des principaux pays concurrents dans le marché mondial (l'IGF-CGAER 2012, 2013 ; Panorama des industries agroalimentaires 2012)¹². Cette faible taille peut également limiter leurs efforts d'innovation, d'exportation et leur pouvoir de négociation vis-à-vis de leurs clients de la grande distribution (Rouault 2010 ; IGF-CGAER 2013)¹³. Par ailleurs, en 2012, les trois premiers secteurs agroalimentaires en termes de chiffre d'affaires sont les industries de la viande, des boissons et des produits laitiers (*tableau 4*).

2. ... et moins tourné vers l'international que l'industrie manufacturière

Une des conséquences de la petite taille des entreprises agroalimentaires est la faible ouverture à l'internationale de ce secteur. En 2012, seulement 1/5^e du chiffre d'affaires agroalimentaire a été réalisé à l'étranger, contre près de 35 % dans l'industrie manufacturière. Les PME sont les moins internationalisées avec un taux d'exportation de seulement 13 % (*tableau 3*).

C'est dans les années 1990 que les exportations agroalimentaires de la France

12. IGF et CGAER (2012). *Ibid.* ; IGF et CGAER (2013). *Les relations commerciales dans les filières agroalimentaires*. Rapport, Inspection générale des finances, Conseil général de l'alimentation de l'agriculture des espaces ruraux, Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires (2013). *Rapport au parlement* ; Panorama des industries agroalimentaires (2012). *Ibid.*

13. Rouault Ph. (2010). *Ibid.* ; IGF-CGAER (2013). *Ibid.*

Tableau 3. Chiffres clés, IAA (2012)

	IAA				Ind. manuf.
	PME	en % de l'ensemble	ETI et GE	Ensemble	Ensemble
Nombre d'entreprises, milliers	6,0	91 %	0,6	6,6	38,2
Effectif salarié au 31/12, milliers	145,6	38 %	235,3	380,9	2 504,6
Effectif moyen par entreprise	24,2		388,9	57,4	65,5
Chiffre d'affaires HT, milliards d'euros	35,2	24 %	112,4	147,6	913,4
CA moyen par entreprise, millions d'euros	5,8		185,7	22,3	23,9
CA exportations, milliards d'euros	3,7	13 %	25,1	28,6	310,3
Taux d'exportation, %	11 %		22 %	19 %	34 %
Valeur ajoutée, milliards d'euros	8,5	28 %	22,4	30,9	211,1

Source : FIBEN Bilan, Banque de France.

Tableau 4. Chiffres clés, IAA, par sous-secteur (2012)

	Nombre d'entrep.	Effectif salarié au 31/12, milliers	Effectif moyen par entreprise	CA, milliards d'euros	CA moyen par entreprise, millions d'euros	CA export., milliards d'euros	Taux d'export., %	Valeur ajoutée, milliards d'euros
Viande	1 289	101,8	79,0	30,7	23,9	3,3	11 %	5,5
Poisson	150	10,0	66,4	3,0	20,1	0,5	15 %	0,6
Fruits et légumes	254	23,5	92,7	7,8	30,6	1,3	17 %	1,6
Huiles et graisses	50	2,2	44,7	4,2	83,4	1,0	24 %	0,3
Produits laitiers	592	48,2	81,5	24,5	41,4	5,1	21 %	3,8
Grains – prod. amylacés	244	13,6	55,9	7,2	29,5	3,3	46 %	1,4
Boulangerie-pâtisserie	1 818	64,5	35,5	10,8	5,9	1,4	13 %	3,5
Autres prod. alim.	776	63,5	81,9	23,9	30,8	4,5	19 %	6,2
Aliments pour animaux	293	15,4	52,7	11,0	37,5	1,1	10 %	1,5
Boissons	1 165	38,0	32,6	24,5	21,0	7,2	30 %	6,5

Source : FIBEN Bilan, Banque de France.

ont commencé à marquer un infléchissement. D'après une analyse de l'évolution de la part de marché extérieur, Thomas (2002)¹⁴ montre que ces baisses des exportations sont dues au repli des parts de marché de la France sur les pays

tiers hors UE, mais aussi sur l'Union européenne. Dans certains secteurs (par exemple, la viande), la position de la France s'est dégradée plus fortement, à partir de 1999, que celle de ses partenaires européens. Les raisons de la perte de compétitivité de l'agroalimentaire français peuvent être liées à l'émergence de multiples contraintes sur l'environnement et la santé publique, surtout dans

14. Thomas G. (2005). Les échanges agroalimentaires de 1992 à 2002. *Économie et statistique*, n° 390.

le secteur de la viande. La stagnation de la production agricole, principalement à cause des effets des réformes de la politique agricole commune (PAC) a aussi contribué au recul de l'excédent agroalimentaire (Butault, Réquillart, 2012)¹⁵.

3. Une stabilité de l'emploi exceptionnelle par rapport à l'industrie manufacturière

L'emploi est relativement stable dans le secteur agroalimentaire, alors qu'on observe un fort recul de l'emploi dans l'ensemble de l'industrie manufacturière (environ 21 % entre 1998 et 2012). Cette stabilité de l'emploi des IAA est une caractéristique exceptionnelle au sein de l'industrie française qui est marquée par une forte destruction d'emplois, malgré la bonne tenue de l'activité entre 1998-2007. En lien avec la faible croissance de l'activité, les PME agroalimentaires, en revanche, ont perdu près de 11 % de l'emploi en quatorze ans (figure 1).

4. Un taux de croissance modeste mais plus résistant à la crise

En termes de chiffre d'affaires, l'activité agroalimentaire a un faible taux de croissance jusqu'en 2007. Elle est plus dynamique dans l'industrie manufacturière (sur la période 1998-2007, le chiffre d'affaires croît de plus de 40 %). Cependant en 2009 le CA de l'industrie manufacturière subit une chute brutale : entre 2008 et 2009, l'industrie manufacturière a perdu près de 20 % de son chiffre d'affaires (figure 1). Ces dégradations observées pendant la crise sont moins sévères dans le secteur agroalimentaire, en partie grâce à l'inertie de la

consommation alimentaire des ménages (Girard, 2010)¹⁶. Étant donné la nature internationale de la crise récente, la faible internationalisation des entreprises agroalimentaires peut être également une des raisons de la bonne résistance aux variations de la conjoncture, même si la possible réduction de l'offre du crédit ou la baisse de la consommation alimentaire des ménages représentent des menaces pour les industries agroalimentaires (Courleux, 2008)¹⁷.

Néanmoins, l'activité évolue différemment selon la taille d'entreprises. L'activité des PME se dégrade depuis la fin des années 1990 et n'a jamais retrouvé son niveau de l'année 1998. L'activité des ETI et des grandes entreprises a au contraire évolué positivement jusqu'en 2008, sauf léger tassement en 2004 (figure 1). La crise a touché principalement les grandes entreprises agroalimentaires qui sont plus internationalisées (chute du chiffre d'affaires d'environ 10 % entre 2008 et 2009). Les PME agroalimentaires soutiennent l'activité du secteur l'année de la crise avec une croissance du chiffre d'affaires d'environ 3 %. La reprise de l'activité est très marquée pour les grandes entreprises qui atteignent leur pic de CA de la décennie en 2011. Pour les PME, en revanche, la situation économique se dégrade entre 2010 et 2012 marquée par un ralentissement et un recul du CA, et par une chute de la valeur ajoutée.

15. Butault J.-P., Réquillart V. (2012). L'agriculture et l'agroalimentaire françaises à la recherche d'une compétitivité perdue. *INRA Sciences Sociales*, vol. 4/5/2011, n° 1, pp. 1-4.

16. Girard J.-P. (2010). *L'agroalimentaire : un marché intérieur arrivé à maturité*. INSEE Première, n° 1283.

17. Courleux F. (2008). *De la hausse à la baisse des prix : impacts de la crise économique sur l'agriculture et les industries agroalimentaires*. Document de travail N 1, Centre d'études et de prospective, ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Figure 1. Les indicateurs de la situation économique (en volume), par secteur (1998 = 100)

Note : Les indicateurs du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée sont déflatés avec l'indice de prix de la valeur ajoutée brute par branche.

Source : FIBEN Bilan, Banque de France.

5. Les gains de productivité sont globalement modestes...

Le faible dynamisme de l'activité et la stabilité de l'emploi induisent une faible croissance de la productivité du travail des entreprises agroalimentaires. Au contraire, les entreprises de l'industrie manufacturière ne suivent pas cette tendance, leur productivité étant en forte croissance jusqu'en 2007 (*figure 2*). La modernisation dans l'industrie agroalimentaire a été à la fois plus lente et moins complète que celle intervenue dans l'ensemble de l'industrie (Shreiber, Vicard, 2011)¹⁸. De plus, le secteur agroalimentaire est également décrit comme un marché arrivé à maturité (peu de révolutions techniques dans la production des biens alimentaires) (Girard, 2010)¹⁹. Par ailleurs, Bontemps *et al.* (2010)²⁰ montrent qu'en moyenne pour les IAA, la productivité totale des facteurs a baissé de 0,44 % par an sur la période 1996-2006. En particulier, dans le secteur de la viande, les auteurs ont évalué une diminution de la productivité de 0,7 % par an, en moyenne.

6. ... et le coût salarial s'alourdit

Sur la période 1998-2012, un salarié a coûté, en moyenne, environ 41 000 euros dans le secteur agroalimentaire (environ 49 000 dans l'industrie manufacturière) (*figure 2*). La composition de la main-d'œuvre des entreprises agroalimentaires peut en partie expliquer cette faiblesse du coût du travail. Le secteur agroalimentaire se caractérise par une proportion

plus importante d'ouvriers et de femmes parmi ses salariés²¹.

Le coût de la main-d'œuvre s'alourdit de manière continue depuis 1998. Cette croissance est même plus rapide que la productivité apparente de la main-d'œuvre : le coût du travail a augmenté de près de 45 % pour les IAA et de 50 % dans l'industrie manufacturière entre 1998 et 2012 (*figure 2*).

7. Baisse de rentabilité des PME agroalimentaires sur la période récente

Dans le secteur agroalimentaire, le taux de marge est à son plus bas niveau depuis la fin des années 1990. Cette baisse suit la tendance générale dans l'industrie manufacturière. L'origine de ce tassement réside, en partie, dans la hausse des charges de personnel, principale composante de la valeur ajoutée. Leur croissance à long terme absorbe les gains de la productivité. Malgré ce recul du taux de marge, le secteur agroalimentaire est plus rentable que l'industrie manufacturière dans son ensemble²². La crise a entraîné une dégradation importante du taux de marge dans l'industrie manufacturière : entre 2008 et 2009, les entreprises manufacturières

21. Selon l'enquête emploi de l'INSEE, en 2010, près de 40 % des salariés des entreprises agroalimentaires sont des femmes contre 29 % dans l'industrie ; 15 % des salariés des entreprises agroalimentaires ont le statut d'ouvrier contre près de 10 % dans l'industrie, etc.

22. Cela peut être dû, en partie, à l'intensité capitalistique légèrement plus forte dans le secteur agroalimentaire par rapport à l'industrie manufacturière (le ratio entre immobilisations physiques et emploi est respectivement près de 122 milliers et 116 milliers d'euros en moyenne sur la période 1998-2012). Autrement dit, la valeur ajoutée servant à rémunérer le capital doit être plus élevée (taux de marge plus fort). Mais même quand on considère le ratio excédent brut d'exploitation (EBE)/immobilisations physiques, les IAA apparaissent plus rentables que l'industrie manufacturière. Toutefois, l'écart est moins important que dans le cas du ratio EBE/VA.

18. Schreiber A., Vicard A. (2011). *La tertiarisation de l'économie française et le ralentissement de la productivité entre 1978 et 2008*, *L'économie française*. Insee Références.

19. *Ibid.*

20. Bontemps Ch., Maigné E., Réquillart V. (2010). *La productivité de l'agroalimentaire français de 1996 à 2006*. Working Papers 595, Institut d'Économie Industrielle (IDEI), Toulouse.

Figure 2. Productivité et coût du travail

Figure 3. Taux de marge (EBE/VA) (%)

passent de 22 % à 16 % de taux de marge. Mais cette évolution défavorable dans l'industrie manufacturière n'apparaît pas dans le secteur agroalimentaire qui affiche une hausse de l'Excédent brut d'exploitation (EBE) en 2009 et en 2010. Le taux de marge garde ainsi son niveau d'avant crise (*figure 3*).

Depuis 2008, l'écart entre la rentabilité en termes de taux de marge entre les PME et les ETI/GE devient plus important (*figure 3*). En effet, le taux de marge des PME stagne entre 2008 et 2010 et s'érode fortement entre 2010 et 2012. Cette dégradation de la rentabilité des PME agroalimentaires peut nécessiter une hausse des besoins de financement de court terme. Les ETI et les grandes entreprises, au contraire, poursuivent une légère croissance de la rentabilité sur la période entre 2008-2012.

L'analyse de la rentabilité par sous-secteur montre que malgré la stabilité de l'activité en termes de chiffre d'affaires, les entreprises de l'industrie de la viande ont perdu près de 10 points de taux de marge dans les 15 dernières années. En particulier, entre 2010 et 2012, le taux de marge passe de 15 % à moins de 10 %. C'est le sous-secteur le moins rentable du secteur agroalimentaire. Le sous-secteur des boissons a, au contraire, une rentabilité très au-dessus de la moyenne du secteur agroalimentaire et atteint près de 50 % en 2012 (voir *annexe 1*).

Besoins de financement et structure financière

1. Atonie de l'investissement sur la période récente

Le secteur agroalimentaire a un taux d'investissement plus important que l'industrie manufacturière (respectivement 18 % et 15 % en moyenne sur la période 1998-2012). La période suivant la crise se caractérise par une forte atonie de

l'investissement (*figure 4c*). Cette situation montre, d'une part, l'augmentation de l'incertitude et la diminution des perspectives futures sur la demande intérieure et/ou étrangère, et sur les profits : les besoins de financement des projets à long terme diminuent et, les besoins de financement de l'activité à court terme (en termes du besoin en fonds de roulement) augmentent. D'autre part, cette baisse du taux d'investissement peut également cacher l'existence des contraintes de financement des projets d'investissement pour les entreprises agroalimentaires.

La forte baisse des investissements après la crise est due principalement à l'effort réduit des ETI et des grandes entreprises agroalimentaires. Même si les investissements repartent pour ces entreprises après 2010, ils restent loin de leur niveau d'avant la crise. Les investissements des PME commencent à se dégrader bien avant la crise. En effet, entre 2006 et 2012, le taux d'investissement corporel des PME agroalimentaires s'est réduit de 4 points sans signe de reprise sur la période récente (*figure 4d*).

2. Les IAA plus dépendantes des ressources de financement externes

Les entreprises agroalimentaires sont plus dépendantes des financements externes : les dettes financières constituent près de 24 % des ressources totales des IAA contre près de 21 % dans l'industrie manufacturière. Une des raisons possibles est le coût de l'endettement, légèrement plus faible dans le secteur agroalimentaire par rapport à l'industrie manufacturière (en moyenne sur la période 1998-2012, il est de 5 % dans le secteur agroalimentaire, et de 6 % dans l'industrie manufacturière) (*figure 5d*). Après la crise, le recours à l'endettement du secteur agroalimentaire baisse légèrement alors que, sur la même période, le

Figure 4. Les besoins de financement

Source : FIBEN Bilan, Banque de France.

coût de l'endettement est en forte baisse (lié à la réduction du taux directeur par la BCE après la crise).

La situation est différente selon la taille des entreprises. En lien avec la forte baisse des investissements, le taux d'endettement des ETI et des grandes entreprises agroalimentaires se contracte depuis 2008 (figure 5c). Pour les PME agroalimentaires, la situation est plus inquiétante. En effet, le taux d'investissement est en baisse depuis 2006 mais en même temps le taux d'endettement ne varie pas et est même en légère hausse après 2010. Cette situation indique des difficultés de trésorerie des PME agroalimentaires qui s'endettent plutôt pour

leurs besoins de financement de court terme.

3. Principale source de financement, le crédit bancaire recule depuis 2006

Le financement bancaire représente plus de la moitié de l'endettement financier du secteur agroalimentaire sur la période entre 1998 et 2012 (figure 5e). Il représente 53 % de l'endettement des entreprises agroalimentaires contre, en moyenne, moins de 40 % dans l'industrie manufacturière sur la même période. Les PME du secteur sont en outre plus dépendantes du crédit bancaire (à hauteur de 60 % de leur endettement financier) que les ETI et GE agroalimentaires.

Figure 5. Capitaux propres, taux d'endettement et coût de l'endettement

Source : FIBEN Bilan, Banque de France.

Figure 6. Capacité d'endettement (CAF/Endettement financier) (%)

Source : FIBEN Bilan et Centrale des risques, Banque de France.

Toutefois, depuis 2006, la part de l'endettement bancaire dans l'endettement financier s'est réduite de cinq points dans le secteur agroalimentaire, indiquant l'augmentation de la part des ressources de financement non bancaire. D'après l'enquête sur l'accès au financement de l'INSEE des PME employant au moins dix personnes, les PME agroalimentaires ont déclaré avoir augmenté leurs recherches de financement (principalement des prêts bancaires) entre 2007 et 2010, de manière plus marquée que celle de l'ensemble des secteurs économiques, y compris du reste de l'industrie. En revanche, selon les données de la Banque de France, le recours au crédit bancaire des PME agroalimentaires a une tendance à la baisse depuis 1998. Cette contradiction peut indiquer l'existence des contraintes financières : les PME agroalimentaires ont une forte demande de crédit d'après l'enquête de l'INSEE, mais on observe une légère diminution de l'endettement bancaire des PME agroalimentaires. Par ailleurs, l'enquête de l'INSEE souligne, en effet, l'atténuation des difficultés de financement des prêts bancaires en 2010

par rapport à 2007 pour les PME agroalimentaires.

L'analyse par sous-secteur dans le secteur agroalimentaire montre que les entreprises de l'industrie de la viande ont sensiblement réduit leur effort d'investissement depuis 2006 pour atteindre seulement 11 % de taux d'investissement entre 2009 et 2012, sans amélioration sensible (*supra*, tableau 4). Avec la diminution des investissements, la part des dettes bancaires dans l'endettement financier des entreprises de la viande est passée de 72 % à un peu plus de 50 %. Cette situation est plutôt la conséquence de la baisse des besoins de financement puisque le coût du crédit n'est pas élevé dans le secteur agroalimentaire : depuis 2007, le coût de l'endettement des entreprises de l'industrie de la viande s'est fortement réduit. Dans l'industrie des produits laitiers et l'industrie des boissons, le recours aux dettes bancaires a sensiblement augmenté par rapport à la fin des années 1990. Malgré l'hétérogénéité de la rentabilité, le coût de l'endettement est au même niveau pour les quatre sous-secteurs en considération.

4. Les PME agroalimentaires voient leur santé financière se dégrader sur la période récente

Sur la période 1998-2012, les entreprises agroalimentaires sont globalement en meilleure santé financière que l'industrie manufacturière en termes de la capacité d'endettement (le rapport entre la Capacité d'autofinancement [CAF] et l'endettement financier). En effet, la santé financière de l'industrie manufacturière se dégrade depuis 2005 et atteint son plus bas niveau de la décennie en 2009. Le secteur agroalimentaire, au contraire, se montre résistant pendant la crise. Mais ce constat est vrai seulement pour les ETI et les grandes entreprises agroalimentaires, puisque pour les PME agroalimentaires, après une légère stagnation entre 2008 et 2010, la capacité d'endettement se dégrade sensiblement pour atteindre le plus bas niveau de la décennie en 2012 (*figure 6*). Cette évolution suit la tendance de leur rentabilité.

Par ailleurs, une étude récente du Crédit Agricole (2013)²³ met en garde sur l'affaiblissement des entreprises agroalimentaires après la crise. Le recul du pouvoir d'achat des ménages dans le marché français est considéré comme la raison principale de la dégradation des filières agroalimentaires après la crise. Elle montre que, globalement, la santé financière est satisfaisante, mais des disparités importantes existent. Selon cette étude, la situation financière de plus d'un tiers des entreprises agroalimentaires interdit toute possibilité d'investissement (le ratio entre l'endettement et la CAF est de plus de 10 ans ou la CAF est négative).

Entre 2010 et 2012 la situation économique se dégrade principalement pour les entreprises du secteur de la viande : leur

rentabilité chute, le taux d'investissement stagne en même temps que leur activité. L'étude récente du Crédit Agricole (2013)²⁴ met en garde sur la détérioration de la situation dans l'industrie de la viande. Selon cette étude, le sous-secteur de la viande est en situation difficile : la rentabilité est au plus bas au cours des cinq dernières années, notamment en raison de l'augmentation des coûts d'approvisionnement (prix des matières premières) et de l'érosion des marges des industriels. L'étude conclut que la rentabilité faible handicape la croissance et les investissements dans l'outil de production. Cette situation défavorable se reflète également dans la hausse sensible des défaillances entre 2010 et 2013.

5. Hausse des défaillances

Le taux de défaillance de l'industrie manufacturière atteint son pic en 2009. Le secteur agroalimentaire, bien que résistant entre 2008 et 2009, enregistre un nombre record de défaillances à partir de 2010 et jusqu'en 2012 (le taux de défaillance double sur cette période). Ainsi, en 2012, près de 1 400 entreprises agroalimentaires ont déposé le bilan, soit plus d'un tiers des défaillances enregistrées dans l'ensemble de l'industrie manufacturière (*figure 7*). D'après nos estimations, près de 4 000 salariés ont été concernés par les défaillances d'entreprises agroalimentaires en 2012, en forte augmentation par rapport aux années précédentes (l'effectif des entreprises défaillantes était de moins de 3 000 en 2010 et 2011).

L'impact économique des défaillances en termes de crédit dans le secteur agroalimentaire croît sensiblement à partir de 2010, indiquant que les défaillances concernent de plus en plus des entreprises de taille importante (avec plus de

23. Crédit Agricole (2013). *Observatoire financier des entreprises agroalimentaires*. L'Observatoire – 01.

24. *Ibid.*

Figure 7. Défaillances

Notes : Le taux de défaillance est calculé sur les entreprises présentes dans la base FIBEN Bilan, Banque de France ; les données 2013 sont provisoires ; l'impact économique en termes d'emploi est la proportion de l'effectif salarié des entreprises défaillantes agroalimentaires dans le total de l'effectif des entreprises de l'industrie agroalimentaire. L'effectif salarié des entreprises défaillantes correspond à l'effectif selon la dernière information disponible dans la base FIBEN Bilan Banque de France au plus trois ans avant la défaillance.

Source : Base Défaillance (informations émanant des greffes des tribunaux) et FIBEN Bilan, Banque de France.

Figure 8. Défaillances et encours de crédit mobilisé des entreprises (en millions d'euros) et impact économique des défaillances en termes d'encours de crédit mobilisé

Notes : L'impact économique est la proportion des encours mobilisés des entreprises défaillantes dans le total des encours des entreprises de l'industrie agroalimentaire (ou de l'industrie manufacturière) ; le taux de défaillance est calculé sur les entreprises présentes dans la base Centrale des risques de la Banque de France ; les données 2013 sont provisoires.

Source : Centrale des risques et base Défaillances (informations émanant des greffes des tribunaux), Banque de France.

crédits mobilisés). En 2009, la part des crédits mobilisés des entreprises agroalimentaires défaillantes dans l'ensemble des crédits mobilisés du secteur était de 0,15 %. En 2012, cette part a plus que doublé, en atteignant 0,34 % du total des encours du secteur agroalimentaire (*figure 8*).

*

* *

La présente étude, qui reste surtout descriptive, met en exergue certaines caractéristiques économiques et financières des entreprises agroalimentaires par rapport à l'ensemble de l'industrie manufacturière. Il ressort qu'elles sont moins dynamiques en termes d'activité, mais qu'elles ont mieux résisté à la crise financière. Même si leurs gains de productivité sont faibles, elles apparaissent plus rentables que les entreprises manufacturières. En revanche, cette évolution relativement favorable de l'activité après 2009 ne se traduit pas dans la dynamique des efforts d'investissement et la période récente montre un recul du taux d'investissement. Par ailleurs, on observe deux évolutions de la situation financière. D'une part, le recours à l'endettement financier, près d'un quart du total de bilan stagne sur la période en considération, même en période de forte baisse du coût de l'endettement. D'autre part, la structure financière des entreprises agroalimentaires, fortement dépendante

du crédit bancaire, marque une réduction de la part des dettes bancaires dans l'endettement financier après 2006. Cette situation avance l'hypothèse de l'accroissement des contraintes de financement bancaire pour les entreprises agroalimentaires obligées de recourir à d'autres sources de financement ou encore d'abandonner des projets d'investissement. Une analyse empirique et économétrique permettra d'étudier de près l'existence de rationnement du crédit dans le secteur agroalimentaire.

L'étude met en exergue la détérioration de la situation des PME agroalimentaires sur la période récente, particulièrement après 2010. En effet, entre 2010 et 2012, l'activité des PME agroalimentaires en termes de chiffre d'affaires et de valeur ajoutée ralentit, accompagnée par la chute de la rentabilité. Cette situation reflète l'existence des difficultés de trésorerie qui les obligent à s'endetter (le taux d'endettement des PME agroalimentaires est en hausse sur cette période). Sur la même période, la capacité d'autofinancement rapportée aux dettes financières, un indicateur de la santé financière, se dégrade par rapport à celle des ETI et grandes entreprises agroalimentaires. Par ailleurs, le secteur agroalimentaire est marqué par une forte hausse de défaillances entre 2010 et 2012 dont l'impact économique en termes d'emploi et d'encours de crédit est plus important que dans les années précédentes. ■

ANNEXES

Annexe 1. La situation de certains sous-secteurs agroalimentaires

Figure 9. Situation des entreprises, par sous-secteur

Source : FIBEN Bilan, Banque de France.

Annexe 2. Description des bases de données

FIBEN, Banque de France

Pour remplir sa fonction de refinancement des créances privées, la Banque de France a constitué un fichier de renseignements qui lui permet de coter les entreprises et de vérifier l'éligibilité de ces créances : le fichier bancaire des entreprises (FIBEN).

Ce fichier, exclusivement ouvert à la profession bancaire et aux organismes à vocation économique, a progressivement acquis le rôle d'une véritable banque de données sur les entreprises. Il contient des informations à caractère descriptif (cotations, événements judiciaires, événements marquants, etc.) sur plus de 5 millions d'entités, et 2,5 millions de dirigeants qui appartiennent à certaines catégories (les entreprises individuelles ou personnes morales non financières résidentes ou non résidentes, bénéficiaires de risques au-dessus du seuil de 25 000 euros,

par guichet distributeur de crédit, les sociétés ayant fait l'objet d'enregistrements d'incidents de paiement-effets, les personnes physiques ou morales soumises à une décision judiciaire, les sociétés dont le capital est supérieur à 76 000 euros pour les SA, 30 500 euros pour les SARL, les sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur à 750 000 euros, etc.).

Le fichier FIBEN est notamment alimenté par les informations comptables issues des liasses fiscales (entreprises soumises au BIC BRN) qui constituent la base des comptes sociaux (plus de 240 000 bilans annuels). Au total, les informations collectées sont de natures très diverses : descriptives, comptables et financières, judiciaires ou relatives aux incidents de paiement-effets et aux risques déclarés par les établissements de crédit.

Altares, Altares

Altares est un acteur du secteur de l'information sur les entreprises. Sa spécialité est la connaissance inter-entreprises afin de fournir des solutions pour accélérer la croissance. Afin de construire sa spécificité (la connaissance inter-entreprises), l'activité d'Altares consiste à collecter, agréger et diffuser des informations légales, financières et marketing en provenance de multiples sources. Il met à la disposition

de ses clients une base de données recensant 7,7 millions d'entités économiques actives en France, avec 20 ans d'historique. Concrètement, Altares propose des informations qualifiées sur l'ensemble des organisations recensées, quels que soient leur taille et leur statut (groupes, petite ou moyenne entreprise, petite ou moyenne entreprise industrielle, professions libérales, artisans, associations...).

ALISSE, dispositif ESANE, INSEE

Le dispositif ESANE permet de produire des statistiques structurelles d'entreprises. Il remplace les deux dispositifs antérieurs qui fonctionnaient en parallèle : les Enquêtes annuelles d'entreprises (EAE) et Système unifié de statistiques d'entreprises (Suse). Depuis 2008, ce nouveau dispositif produit des « agrégats composites » calculés à l'aide d'une procédure d'estimation statistique qui « compose » une synthèse de données fiscales et des données d'enquête. Le champ de statistiques couvert est les entreprises marchandes à l'exception des entreprises du secteur financier et des exploitations agricoles. La

périodicité de l'opération est annuelle. Près de 3,6 millions d'entreprises sont concernées par le dispositif, dont environ 2,9 millions appartiennent au champ sur lequel l'enquête statistique est réalisée.

Alisse, un des produits du dispositif ESANE, est une base de données multi-sources sur les secteurs des unités légales marchandes, à destination des experts sur les statistiques des entreprises. Plus de 200 variables sont proposées selon les thèmes suivants concernant les caractéristiques des unités légales : informations fiscales, informations sur l'emploi, principaux ratios d'analyse financière.

Centrale de risques, Banque de France

La Direction des entreprises de la Banque de France est chargée de centraliser mensuellement les concours accordés par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement. Les données collectées concernent les crédits utilisés, les engagements de financement et garanties figurant dans les situations comptables des établissements déclarant à la fin de chaque mois. Ils sont ventilés en 13 sortes de crédits. Le seuil de déclaration est fixé à 25 000 euros. Avant le 1^{er} janvier 2006, ce seuil s'élevait à 76 000 euros. Les

établissements déclarants sont les banques, les compagnies d'affacturage et de crédit-bail et quelques institutions publiques (Caisse des Dépôts et consignations, Caisse nationale des autoroutes, Agence française de développement). Les crédits recensés dans la centrale de risques sont ceux accordés par les banques à l'ensemble des entreprises, à l'exception des entreprises du secteur bancaire. Les crédits aux holdings et sièges sociaux, aux activités immobilières, sociétés d'assurance et aux administrations sont pris en compte.

Comparaison des différentes bases de données

La majorité des entreprises agroalimentaires recensées dans la base ESANE, comme dans la base FIBEN, ont moins de 20 salariés : respectivement, 95 % et 64 % de l'ensemble des entreprises agroalimentaires (*tableau 3*). Les petites entreprises agroalimentaires exercent principalement une activité de l'artisanat commercial (charcuterie, boulangerie-pâtisserie). En 2011, ces dernières constituent près de 73 % de l'ensemble des entreprises agroalimentaires dans ESANE, mais seulement 27 % dans la base FIBEN. Selon l'INSEE, les entreprises artisanales du secteur agroalimentaire sont de très petites entreprises avec, en moyenne, moins de 4 salariés et 0,3 million d'euros de chiffre d'affaires. En revanche, la Banque de France recense les plus grandes entreprises de l'artisanat commercial, avec en moyenne 17 salariés et 1,5 million d'euros de chiffre d'affaires, même si leur poids en termes de la valeur ajoutée dans l'ensemble du secteur agroalimentaire n'est que de 4 % (en 2011) (*tableau 5*).

Pour prendre en compte les plus petites entreprises hors FIBEN, on a également mobilisé un ensemble de plus de

50 000 bilans supplémentaires d'entreprises manufacturières par an (dont près de 15 000 entreprises agroalimentaires) en utilisant une base de données externe centrée sur les bilans de petite taille (Altares). Pour l'année 2010, ce complément assure une couverture de près de 35 % des entreprises agroalimentaires de l'ESANE toutes tailles confondues (68 % selon l'effectif salarié) et près d'un tiers d'entreprises agroalimentaires de moins de 20 salariés reportés par l'ESANE.

Cependant, le taux de couverture selon le chiffre d'affaires de la base FIBEN complété par Altares est de 87 % dans le secteur agroalimentaire contre 85 % pour la base FIBEN hors Altares. De plus, les différences ne sont pas importantes concernant la couverture de la valeur ajoutée ou d'exportations. De ce fait, le recours à la base Altares et, par conséquent, la prise en compte des plus petites entreprises agroalimentaires sont utiles pour l'analyse des comportements individuels et ne sont pas nécessaires pour la constitution d'une vision agrégée sur le secteur agroalimentaire. Les données FIBEN de la Banque de France sont représentatives de l'ensemble de l'activité du secteur agroalimentaire.

Tableau 5. Taux de couverture de FIBEN par rapport à la base ESANE (2010)

	ESANE	FIBEN	FIBEN et Altaires	Taux de couverture FIBEN par rapport à ESANE	Taux de Couverture FIBEN + Altaires par rapport à ESANE	Taux de couverture de FIBEN par rapport à la population exhaustive soumise au régime fiscal BIC-BRN*
IAA (hors tabac)						
Nombre d'entreprises, milliers Effectif salarié, milliers Chiffre d'affaires, milliards d'euros Exportations, milliards d'euros Valeur ajoutée, milliards d'euros	59,8	6,5	20,9	11 %	35 %	46 %
	596,9	369,9	405,1	62 %	68 %	85 %
	158,7	134,2	138,3	85 %	87 %	
	28,4	25,2	25,2	89 %	89 %	
	35,4	26,8	28,7	76 %	81 %	
IAA (hors tabac) 0-19 salariés						
Nombre d'entreprises, milliers Effectif salarié, milliers Chiffre d'affaires, milliards d'euros Exportations, milliards d'euros Valeur ajoutée, milliards d'euros	56,9	3,9	18,3	7 %	32 %	34 %
	218,7	32,6	67,6	15 %	31 %	53 %
	25,3	12,2	16,3	48 %	64 %	
	1,4	1,4	1,4	100 %	100 %	
	8,6	1,9	3,8	22 %	44 %	
Ind. Manuf.**						
Nombre d'entreprises, milliers Effectif salarié, milliers Chiffre d'affaires, milliards d'euros Exportations, milliards d'euros Valeur ajoutée, milliards d'euros	212,2	38,0	88,7	18 %	42 %	51 %
	3 016,0	2 486,3	2 577,9	82 %	85 %	90 %
	848,2	881,1	895,1	104 %	106 %	
	284,1	285,0	285,3	100 %	100 %	
	214,0	183,6	189,6	86 %	89 %	

Notes : * Les entreprises soumises aux Bénéfices industriels et commerciaux – régime de l'impôt sur les sociétés, Bénéfice réel normal (BIC-BRN : entreprises remplissant une liasse fiscale complète) – ; en sont donc exclues les entreprises relevant du forfait ou soumises à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; ** Contrairement à la base ESANE, la base FIBEN ne prend pas en compte l'estimation des doubles comptes, présente notamment dans l'industrie automobile.

Sources : ESANE (INSEE), FIBEN (Banque de France), ALTARES.

Annexe 3. Lexique des principales notions utilisées

Cette section présente la définition de la taille d'entreprise et la méthode de calcul des principaux ratios utilisés dans l'étude.

Trois critères combinés sont utilisés pour définir la taille des entreprises au sens d'unités légales recensées par la base FIBEN (Banque de France). Ceux-ci sont les suivants : les effectifs, le chiffre d'affaires et le total de bilan. Sont distinguées :

- Les petites et moyennes entreprises (PME) : entreprises de moins de 250 salariés, avec chiffre d'affaires inférieur à 50 millions d'euros ou total de bilan inférieur à 43 millions d'euros.
- Les entreprises de taille intermédiaire (ETI) : entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des petites et moyennes entreprises, occupent moins de 5 000 personnes, dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 1,5 milliard d'euros ou le total du bilan annuel n'excède pas 2 milliards d'euros.
- Les grandes entreprises (GE) : les autres entreprises.

Annexe 4. Définition des notions et des ratios utilisés

Défaillance d'entreprise : Une unité légale est qualifiée de « défaillante » dès lors qu'est ouverte en son nom une procédure judiciaire telle que prévue par la « loi de sauvegarde des entreprises ». Les dénombrements présentés couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement.

Impact économique des défaillances : l'impact économique des défaillances est appréhendé sous l'angle des crédits contractés évalué sur une base annuelle glissante, à partir des encours de crédit mobilisés par des unités légales défaillantes pour lesquelles sont répertoriés des encours de crédit pour le mois au cours duquel survient la défaillance. Les crédits portés par des unités légales défaillantes sont rapportés au montant global de crédits centralisé chaque mois. Le taux ainsi obtenu donne une estimation de l'impact économique des défaillances en termes d'endettement bancaire.

Chiffre d'affaires H.T.	Chiffre d'affaires net (poste FL dans la liasse fiscale)
Effectif moyen du personnel en fin exercice	Effectif moyen du personnel en fin exercice (poste YP dans la liasse fiscale)
Total de bilan	Total passif en fin d'exercice (poste EE dans la liasse fiscale)
Valeur ajoutée	Chiffre d'affaires net + Production stockée + production immobilisée – achats de marchandises – variations de stocks marchandises – achats de matières premières-variations de stocks – autres achats et charges externes + loyers de crédit-bail mobilier + loyers de crédit-bail immobilier + charges de personnel extérieur
Productivité de la main-d'œuvre	Valeur ajoutée (non retraitée des charges de personnel extérieur)/ Effectif
Coût apparent de la main-d'œuvre	Charges de personnel/Effectif
Charges de personnel	Charges de personnel lié à l'entreprise (salaires, traitements et charges sociales) + charges de personnel extérieur
Taux de marge	Excédent brut d'exploitation/Valeur ajoutée
Taux d'exportation	Chiffre d'affaires à l'exportation/Chiffre d'affaires HT
Taux d'investissement corporel	Investissements corporels/Valeur ajoutée
Besoins en fonds de roulement	Stocks + créances et dettes cycliques

<i>Poids des BFR d'exploitation en jours de CA</i>	Besoins en fonds de roulement d'exploitation/Chiffre d'affaires HT * 360
<i>Poids des capitaux propres appelés</i>	Capitaux propres appelés/Total des ressources
<i>Capitaux propres appelés</i>	Capital social + Primes d'émission, de fusion, d'apport... + Écarts de réévaluation + Réserve légale + Réserves statutaires ou contractuelles + Réserves réglementées + Autres réserves + Report à nouveau + Résultat de l'exercice + Subventions d'investissement + Provisions réglementées – Capital souscrit non appelé
<i>Total des ressources</i>	Financement propre + Endettement financier
<i>Endettement financier</i>	Emprunts obligataires convertibles + Autres emprunts obligataires + Produits des émissions de titres participatifs – Primes de remboursement des obligations + Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit + Effets portés à l'escompte non échus + Engagement de crédit-bail mobilier et immobilier + Emprunts et dettes financiers divers + Avances conditionnées + Dettes groupe et associés (part à plus d'un an)
<i>Financement propre</i>	Capitaux propres appelés + Total amortissements et provisions pour dépréciation, risques et charges.
<i>Taux d'endettement financier</i>	Endettement financier/Total des ressources
<i>Part de l'endettement bancaire dans l'endettement financier</i>	Dettes bancaires/Endettement financier
<i>Coût apparent de l'endettement</i>	Intérêts et charges assimilées + quote-part frais financiers des loyers de crédit-bail/Endettement financier
<i>Capacité d'endettement</i>	Capacité d'autofinancement/Endettement financier
<i>Capacité d'autofinancement</i>	Excédent brut global – Intérêts et charges assimilées – Participation des salariés aux résultats de l'entreprise – Impôt sur les bénéfices – Quote-part estimée frais financiers des loyers de crédit-bail + Charges à répartir